



Les Karellis 18 décembre 2025

A l'appel du syndicat de Thales Elancourt et de l'USTM78, les syndiqués CGT des entreprises du groupe Thales réunis ce 16 décembre en Assemblée Générale partagent leur indignation en apprenant les menaces exercées par la direction des lignes N et U du Transilien SNCF envers sept cheminots CGT, dont deux élues au CSE, deux représentants de proximité à la SSCT, un défenseur syndical des Yvelines et notamment Aliénor Ebling, secrétaire générale de l'Union Locale de Versailles et membre de la Commission Exécutive de l'Union Départementale.

Nos camarades sont accusés de « sabotage en bande organisée » suite à des témoignages falsifiés par corruption et pressions individuelles ainsi qu'à l'infiltration d'un groupe de discussion privé interne du syndicat par des agents de la direction. L'utilisation de captures d'écran obtenues de cette façon pour monter un dossier à charge constitue un délit d'entrave au fonctionnement syndical et une violation grave de la confidentialité des correspondances. Suite à cette « enquête » au scénario digne des pires films d'espionnage, ils subissent de lourdes procédures disciplinaires et quatre d'entre eux ont déjà été mis à pied à titre conservatoire.

Dans un contexte de radicalisation accélérée du patronat et du gouvernement à ses ordres dont témoignent la condamnation de Jean-Paul Delescaut, secrétaire général de l'UD CGT du Nord pour un tract en soutien à Gaza et la mise en examen absurde de notre secrétaire confédérale Sophie Binet pour avoir très justement dénoncé la veulerie des patrons du CAC40, ces méthodes d'intimidation toujours plus violentes envers les militants CGT nous inquiètent au plus haut point.

Ces procédures interviennent à point nommé pour purger l'entreprise de ses syndicalistes les plus combattifs - comme nous avons pu le constater par leur présence massive à la manifestation du 4 décembre pour sauver les emplois de l'usine Stellantis de Poissy - juste avant de lancer le processus de privatisation complète de la ligne N.

Ceux qui cassent notre industrie depuis des décennies sont les mêmes que ceux qui démantèlent nos services publics !

Partout, toujours, nous répéterons que s'attaquer à l'un de nos militants, c'est s'attaquer à la CGT toute entière !

Nous condamnons ces méthodes abjectes de police politique à la SNCF ainsi que toutes les pratiques répressives visant à criminaliser l'activité syndicale légitime, à intimider les militants qui défendent courageusement les intérêts des salariés et à porter atteinte aux libertés syndicales fondamentales !

Nous apportons notre solidarité totale et inconditionnelle à nos camarades cheminots de Versailles, à leur syndicat, à l'ensemble des militants de la fédération des cheminots CGT.

Nous exigeons :

- L'arrêt immédiat de toutes les procédures disciplinaires à leur encontre.
- L'abandon de toute accusation de sabotage en bande organisée.
- La reconnaissance pleine et entière de l'activité syndicale légitime.
- Le respect absolu des libertés syndicales et du dialogue social au sein du groupe SNCF.
- La fin définitive de cette offensive discriminatoire inadmissible du patronat contre les militants CGT.

Nous appelons l'ensemble des salariés du groupe Thales et au-delà à se mobiliser en soutien à nos camarades, notamment en participant nombreux au rassemblement organisé par le secteur cheminots Paris Rive Gauche ce vendredi 19 décembre à 9h.